



« La France et le Burkina Faso ont les mêmes préoccupations et les mêmes points de vue », déclare Monsieur Claude BARTOLONE

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°341 du lundi 27 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 25.

Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Monde de l'éducation
Les enseignants de la Province du Poni en sit-in

Page 5



Club Eveil Education
Les étudiants outillés en informatique

Page 7



Conférence sur les aspects juridiques des réseaux sociaux au Burkina Faso : Ce qui est illégal hors ligne l'est aussi en ligne

Page 2



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain.



Conférence sur les aspects juridiques des réseaux sociaux au Burkina Faso : Ce qui est illégal hors ligne l'est aussi en ligne

Région du Centre



Les panélistes, à travers leurs communications ont démontré que les réseaux ne sont pas un espace de non droit.

Le ministère de la Communication et des relations avec le Parlement a organisé le jeudi 23 mars 2017, une conférence sur les aspects juridiques des réseaux sociaux au Burkina Faso. Le thème, Réseaux sociaux, poulx de l'opinion publique ou créneaux de non droit, a été animé par d'éminents chercheurs dans le domaine des médias et des tics. La conférence a été présidée par le ministre de la communication et des relations avec le Parlement Rémis Fulgance Dandjinou.

Les opportunités que nous offrent les réseaux sociaux et surtout les conséquences de leur utilisation abusive a été au centre des débats dans la soirée du jeudi 23 mars dans la salle de conférence du CBC. En organisant cette conférence sous le thème: Réseaux sociaux, poulx de l'opinion publique ou créneaux de non droit, le ministère de la communication entend ouvrir le débat non seulement sur la nécessité des pouvoirs publics à réglementer l'utilisation par les burkinabè des réseaux sociaux mais également interpellé les populations, notamment les utilisateurs de ces plateformes, sur leur responsabilité à préserver leur

vie privée et à se réserver de poser des actes sur le net qui peuvent leur être préjudiciables ou qui peuvent être préjudiciables aux autres. Le ministre de la communication dans son discours d'ouverture, a insisté sur le fait que les réseaux sociaux sont un formidable outil de communication grâce à leur instantanéité et leur côté viral, c'est-à-dire, leur capacité à propager dans un temps record des informations à destination de millions d'utilisateurs. Cependant remarque-t-il, Les avantages des réseaux sociaux ne doivent pas occulter la possibilité qu'ils offrent à des utilisateurs mal intentionnés de publier tout et n'importe

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Le ministre de la communication Rémis Fulgance Dandjinou a invité les utilisateurs des nouveaux médias à plus de prudence et à la modération.

quoi. « Il n'est pas rare de voir des utilisateurs se substituer aux journalistes qui sont pourtant les professionnels de l'information », a indiqué Rémis Fulgance Dandjinou.

Au totale quatre (04) sous thèmes ont été développés par d'éminents chercheurs et spécialistes des aspects juridiques des Tic et réseaux sociaux, avec pour modérateur principal, le Professeur Serge Théophile BALIMA. Le Dr Cyriaque Paré, par ailleurs promoteur du journal en ligne Lefaso.net a livré sa communication autour du sous thème, le journaliste à l'ère du numérique et des réseaux

sociaux. Dans sa communication, il a fait l'historique de l'évolution des nouveaux médias qui sont les médias en lignes les réseaux sociaux. Pour lui, avec les réseaux sociaux, l'information est devenue ultra accessible et les auteurs se sont diversifiés, tant si bien que tout un chacun est capable de contribuer aux débats sur la toile. Les journalistes des nouveau médias doivent désormais raconter les évènements à mesure qu'ils se produisent car, souligne-t-il « Les lecteurs veulent savoir ce qui se passe et non ce qui s'est passé. Du journaliste on est donc passé de l'immédiatiste. ». Dr Paré reconnaît que le succès grandissant de ces

médias d'information continu entraîne aussi une course au scoop avec des risques de désinformation, d'intoxication.

Le deuxième communicateur, le Colonel major à la retraite Mamadi Aouba, par ailleurs commissaire à la CIL, a développé le sous thème : L'impératif de la protection de la vie privée et des données à caractère personnel. Selon lui, le succès et l'impact des réseaux sociaux a suscité la convoitise et a donc favorisé l'émergence d'une nouvelle forme de cybercriminalité ou de cyber délinquance. Cependant il soutient que la toile n'est pas un espace de non droit car, Les contenus postés sur les

La suite à la page 4.



La suite de la page 3.



Le public a suivi avec intérêt les différentes communications.

réseaux sociaux sont soumis au droit d'auteur, au droit à l'image et de manière générale au droit pénal et ce qui est illégal hors ligne l'est aussi en ligne. « Les médias ou réseaux sociaux constituent principalement un média et sont, à ce titre soumis à la loi sur la liberté de la presse qui réprime les infractions de presse » a-t-il précisé. Le troisième panéliste, Boureima Salouka, quant à lui animé le sous-thème « Les réseaux sociaux : Plate-forme d'expression du citoyen-journaliste ? ». Le dernier communicateur, Moumini Sibalo, substitut du procureur

près le tribunal de grande instance de Ouagadougou a exposé sur les régimes juridiques applicables aux réseaux sociaux. De sa communication on retient que les auteurs de publications sur les pages personnelles des réseaux sociaux, des blogs et des sites internet personnels, peuvent donc être condamnés à l'emprisonnement. « Pour ce qui est de l'atteinte à l'intimité de la vie privée, les personnes punissables peuvent être l'auteur de la publication et ceux qui contribuent à la propager (ceux qui l'ont partagé, qui

l'ont aimé) », a-t-il indiqué.

Tous les panélistes ont reconnu que les réseaux sociaux constituent un vaste champ de liberté d'expression, mais face aux dérives constatées le gouvernement, les acteurs de la société civile et les acteurs de la justice doivent agir.

Baowendbum /rédaction SCI



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



Monde de l'éducation

Les enseignants de la Province du Poni en sit-in

Région du Sud-Ouest

A l'image de leurs collègues et en signe de solidarité, les acteurs du monde éducatif de la province du Poni ont observé un sit-in dans la journée du vendredi 10 mars 2017 de 7 heures à 11 heures. Ce sont les écoles centre A et B de Gaoua qui ont servi de cadre.

Suite à l'appel de la Coordination Nationale des syndicats de l'éducation, les élèves, enseignants et encadreurs pédagogiques du primaire et du secondaire, personnel d'administration et de gestion du ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, ont observé un sit-in. L'objet de ce sit-in est d'interpeller le gouvernement du Burkina Faso à prendre des mesures sécuritaires au niveau des écoles et structures éducatives et témoigner leur gratitude à la famille de l'enseignant Salifou Badini fauché à la fleur de l'âge par des terroristes. Le Coordonnateur régional de la F-SYNTER Bienvenue Sansan Dah a invité ses collègues à garder à l'esprit, cette solidarité de corps qui les animent au sein de l'éducation. Lorsqu'une partie du corps est touchée, c'est tout le corps et nous nous devons d'être solidaire a-t-il laissé entendre. Il a enfin demandé à ses collègues d'être très vigilants car le terrorisme n'a pas de frontière.



Enseignants de Gaoua en sit-in.



Bienvenue Sansan Dah porte parole des syndicats du Poni et Coordonnateur régional de la F-SYNTER du Sud-Ouest.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara
pour SCI



Cinéma à Bobo-Dioulasso Un mini FESPACO pour les cinéphiles

Région des Hauts-Bassins



Le public bobolais est sorti massivement pour le mini FESPACO.

Après Ouagadougou l'équipe du FESPACO s'est rendue à Bobo-Dioulasso, capitale culturelle du Burkina Faso. Les cinéphiles de la ville ont suivi du jeudi 09 mars au dimanche 11 mars, les films primés à l'issue de la compétition.

Bobo-Dioulasso a bénéficié des meilleurs films du FESPACO. La crème des films, selon le délégué général du FESPACO Ardjouma Soma. C'est avec « Wulu » de Daouda Coulibaly que le ton a été donné pour le FESPACO Bobo. La délégation du FESPACO a tenu en



« On veut faire en sorte que bobo soit impliquée pour l'essor du cinéma », dicit Tahirou Barry.

La suite à la page 7.



UNIVERSITÉ

La suite de la page 6.

haleine la ville pendant les quatre jours qu'ont duré les projections. Des courts métrages aux films documentaires et longs métrages, le public bobolais a été séduit par la qualité des productions et la portée des thèmes traités. Pour Salif Traoré un cinéophile, Bobo devrait vivre plus souvent ce genre d'initiative en dehors même du FESPACO. Cette opinion, à en croire l'affluence avant les séances, était bien partagée par bon nombre de bobolais. Le public du mini FESPACO a également répondu massivement pour venir soutenir les réalisateurs Burkinabé qui ont effectué le déplacement de Bobo.

De la vulnérabilité en toile de fond

Que ce soit Wulu, Frontières, La Forêt du Niolo, Félicité ou les autres productions, les messages passés interpellaient. Interpeller pour une prise de conscience, inciter à lutter pour son bonheur, encourager les efforts déjà faits ou encore prévenir des dangers qui menacent une société donnée... Hors du cadre artistique, ces films enseignent, renseignent et finissent par impacter. Un festival de cinéma avec en toile de fond des messages qui touchent toute personne qui y prête attention, c'est ce qu'a offert le mini FESPACO à la population

de Bobo-Dioulasso. Quatre jours de festival qui ont animé l'Institut Français et la Maison de la Culture Anselme T. Sanon de Bobo-Dioulasso avec 33 productions cinématographiques. En attendant la prochaine édition, les Bobolais disent être satisfaits de ce qu'ils ont pu vivre durant ces quatre jours.

Nicole A.B. OUEDRAOGO pour SCI

Club Eveil Education Les étudiants outillés en informatique

Région du Centre-Ouest

Les samedi 18 et dimanche 19 février 2017, s'est tenu dans l'enceinte de l'Association Grace Informatique pour Tous (AGIT) une formation en informatique. Cette formation a été organisée par le club du journal L'Eveil Education dans le cadre de son programme d'activités de l'année académique.

Dans l'optique de renforcer les connaissances des étudiants, le club du journal L'Eveil Education a inclus dans son programme d'activités de l'année académique 2016-2017, une série de formations. C'est dans ce cadre

que s'inscrit alors cette formation en informatique. Pour Koira W Farûk Président du club du journal L'Eveil Education, elle entre en droite ligne avec le programme d'action établi par ledit club pour cette année 2017. Durant six heures de temps, le formateur Joël Zabsonré a conduit les participants à sonder les coins et recoins du logiciel informatique Word afin qu'ils en sortent mieux outillés. Car étant l'un des logiciels le plus exploité dans le monde informatique et surtout pour eux futurs journalistes en formation.

La deuxième phase de la

formation a porté sur les logiciels Power Point et Microsoft Excel. Le formateur Joël Zabsonré exhorte chaque participant à aller mettre cela en pratique car ce n'est qu'une formalité qu'il leur a juste appris. Afin de permettre aux participants de garder un souvenir de la formation, le Correspondant régional a remis, au nom du premier responsable du journal, des attestations de participation à tous les participants. Avec une trentaine de participants à cette formation, le Président se dit satisfait et remercie les étudiants pour la mobilisation. Il a indiqué qu'ils ont rencontré de multiples difficultés à réaliser cette formation parmi

La suite à la page 8.



La suite de la page 7.



Photo de famille avec le formateur.

lesquelles le problème de salle et d'accompagnement. Il appelle tous les étudiants à s'approprier et à rester toujours mobiliser au tour du journal L'Eveil Education car c'est un journal qui est là pour eux. Par ailleurs, selon Christian KABRE gestionnaire de l'AGIT, l'Association Grace Informatique pour Tous (AGIT) regroupe deux centres. Il s'agit du centre de formation aux TIC et du centre de formation en langue. Le centre de formation aux TIC dispose d'un local bien équipé de 30

ordinateurs, d'écran de projection et de connexion haut débit. Elle organise tous les mois une session de formation au TIC. L'AGIT est exclusivement basée à Koudougou mais mène des activités souvent dans les localités environnantes. Les sessions de formation aux TIC se déroulent en 44h et concernent ordinairement les modules de base en informatique. Mais souvent des sessions de formations sur des logiciels bien donnés sont offertes aux fonctionnaires. Les formations aux TIC sont

sanctionnées d'une attestation reconnue par le ministère des TIC. L'AGIT est un cadre idéal à Koudougou pour accompagner tous les élèves, étudiants et fonctionnaire dans l'apprentissage de l'outil informatique.

**Prince Omar Ouedraogo pour
SCI**

ABONNEZ VOUS À NOTRE QUOTIDIEN

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans



ÉVÉNEMENT

Journée Internationale de la Femme La lutte contre l'exclusion sociale : « La bonne graine est semée »

Région du Sud-Ouest



Les participants.

La graine du mieux-être et du développement de la femme de la Bougouriba est semée à l'occasion de la cent soixantième journée de la femme le 8 Mars 2017.

Sous le thème « la valeur morale de la personnalité de la femme, responsabilité des communautés dans la lutte contre l'exclusion sociale des femmes », cette célébration s'est tenue sous le patronage du Haut-commissaire de la Bougouriba, Aminata Tarnagda.

C'est depuis le premier Mars que la commémoration de la 160^{ème} journée du 8 mars a débuté dans

la Bougouriba. De la journée de salubrité, d'embellissement, d'une soirée culturelle, de dassandaga en passant par le mariage collectif, la graine du développement est semée.

Très tôt le 8 mars 2017, sur le boulevard de l'indépendance, prestation d'artistes locaux, ton du balafon et danse traditionnelle ont accueilli Madame Aminata Tarnagda, Haut-commissaire de la Bougouriba.

Le Maire Alphonse SOMDA de la cité de la terre blanche dit être satisfait du bilan des activités menées tout au long de cette année à l'endroit des femmes dans

le domaine de l'exclusion sociale.

Pour lui, le thème de cette 160^{ème} journée de la femme est interpellateur. Les communautés en font déjà, mais des poches de résistance dues à la tradition reste encore à diagnostiquer. Un travail de sensibilisation à la fraternité, sur l'exclusion sociale et à la solidarité sera notre cheval de bataille afin que les femmes socle du développement, aient une valeur morale qu'elle mérite, a conclu le Maire Alphonse SOMDA.

La Coordinatrice des femmes de la Bougouriba, Madame Ouédraogo Lydie /Méda salue les femmes pour leur détermination à

La suite à la page 10



ÉVÉNEMENT

La suite de la page 9.

lutter pour leur épanouissement. Selon la Coordonnatrice, le thème combien important permet de poser une base pour le développement harmonieux de la femme. Elle lance un appel à l'union des femmes à la solidarité et à la fraternité.

Madame le Haut –commissaire Aminata Tarnagda résume le mieux –être de la femme en trois éléments nécessaires : la bonne graine à semer pour son développement, la perception de l'identité de la femme et sa valorisation, car selon elle, l'homme et la femme sont complémentaires.

Pour le Haut-commissaire, c'est l'occasion de faire le bilan des acquis, relever les insuffisances et corriger les imperfections afin de lutter efficacement contre cette exclusion sociale et promouvoir la valeur morale de la femme. Selon les statistiques du service de la Direction Provinciale de la Femme et de la Solidarité Nationale de la Bougouriba, pour cette année, Cinq cent cinquante-cinq(555) femmes en situation d'exclusion sociale ont été répertoriées et deux cent vingt-huit (228) femmes ont été effectivement prises en charge.

Ce constat montre l'engagement de la Province à lutter contre ces formes d'exclusion qui entravent le développement de la femme a ajouté Madame le Haut – commissaire. Elle lance un appel à l'union fraternelle des femmes de la province en particulier afin d'entretenir la flamme de solidarité et d'entraide engagée. Ce souhait va à l'endroit de toutes les couches sociales, des autorités administratives de la province, des leaders d'opinions, les chefs coutumiers et religieux.



Défilée des élèves de différentes écoles.



Madame le Haut –commissaire Aminata Tarnagda.

C'est dans une liesse populaire à l'issue de la parade de toutes les couches féminines de la Province et d'un cocktail offert aux invités que s'est achevée la commémoration des cent soixantième journées de la femme dans la Bougouriba.

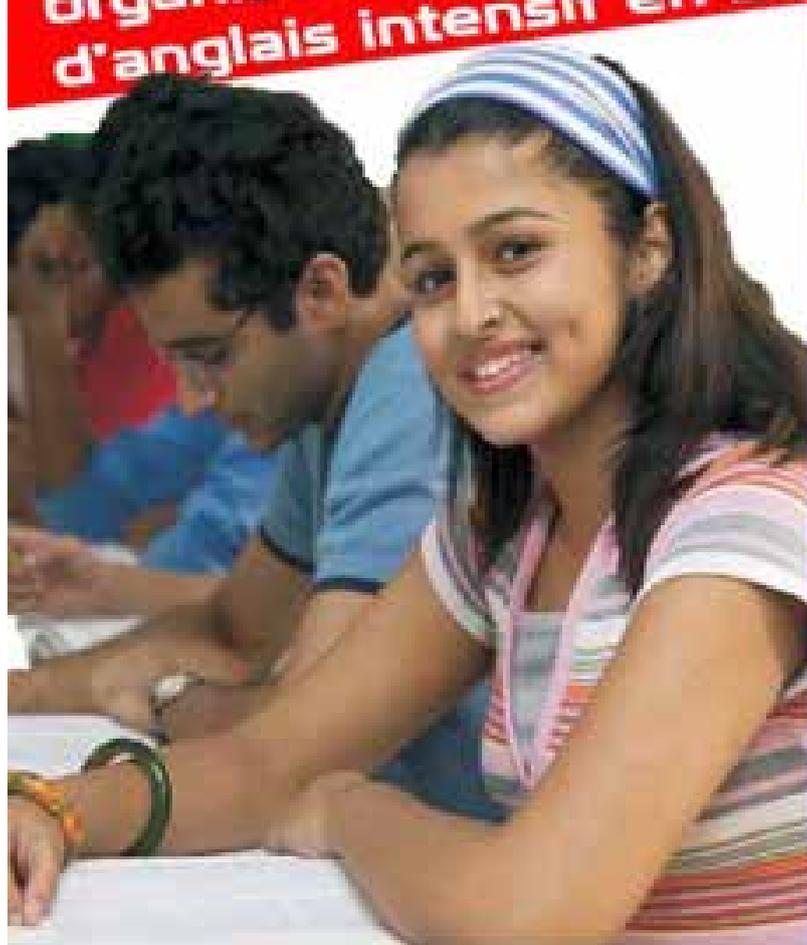
Frédéric POODA pour SCI



ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



• Du 15 février
au 15 mars

• Du 15 Juillet au
au 15 août

• Du 15 septembre
au 15 octobre

*Obtenir un
niveau supérieur
avec une
attestation*

*Préparation aux :
TOEIC - TOEFL*

Nous vous offrons aussi la
possibilité d'apprendre
l'anglais en ligne et obtenir
une attestation avec ED -
ENGLISH DISCOVERIES qui
est une solution complète
d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi de
18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
FCFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

« La France et le Burkina Faso ont les mêmes préoccupations et les mêmes points de vue », déclare Monsieur Claude BARTOLONE

Région du Centre



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience, une délégation de l'Assemblée nationale française, conduite par son président, Monsieur Claude BARTOLONE.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience, une délégation de l'Assemblée nationale française, conduite par son président, Monsieur Claude BARTOLONE en fin de matinée du jeudi 23 mars 2017. La délégation a été introduite auprès du chef de l'Etat par le président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, Monsieur Salifou DIALLO.



La délégation conduite par Monsieur BARTOLONE a également évoqué avec le chef de l'Etat, les sujets relatifs à la coopération décentralisée, la sécurité, l'aide au développement, etc.

A l'issue de l'audience, Monsieur Claude BARTOLONE a dit être venu faire le point des travaux de sa délégation avec le Parlement burkinabè.

« Nous venons d'avoir une audience avec le Président du Faso. Nous avons eu l'occasion avec mon collègue président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso de lui dire le travail que font ensemble les deux Assemblées pour renforcer la démocratie, pour avoir un échange

La suite à la page 13.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12.



Photo de famille.

en ce qui concerne les procédures parlementaires qui doivent rendre plus opérationnels les différents travaux des Parlements. Et puis, nous avons eu un échange à la fois sur les questions liées au terrorisme, sur les questions qui doivent nous permettre d'agir ensemble pour renforcer la sécurité de nos populations », a indiqué le président du Palais Bourbon. La délégation conduite par Monsieur BARTOLONE a également

évoqué avec le chef de l'Etat, les sujets relatifs à la coopération décentralisée, la sécurité, l'aide au développement, etc. De l'avis du président de l'Assemblée nationale française, l'audience avec le Président du Faso a permis de « constater que nous (NDLR : Burkina Faso et la France) avons les mêmes préoccupations, les mêmes points de vue ».

Pour conclure, Monsieur Claude BARTOLONE a souligné que la rencontre de travail entre les Parlements burkinabè et français, objet desonséjour à Ouagadougou, constitue « une démonstration des liens fraternels et politiques qui existent entre nos deux pays ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Un émissaire du Roi Mohammed VI chez le Président du Faso

Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc, a dépêché le jeudi 23 mars 2017, Monsieur Mansouri Mohamed YASSINE, Directeur général d'Etude et de Documentation chez le Président Roch Marc Christian KABORE. L'émissaire du Souverain chérifien, accompagné par

Monsieur Farhat BOUAZZA, Ambassadeur du Maroc au Burkina Faso, a dit qu'il est « porteur d'une lettre royale au Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE ».





Conférence de presse sur les attaques terroristes au Burkina Faso

Déclaration liminaire de monsieur le ministre d'Etat, ministre de la sécurité

Région du Centre



Monsieur le ministre d'Etat, ministre de la sécurité.

Ouagadougou le 24 mars 2017

I/ SITUATION G E N E R A L E

Phénomène récent, le Burkina Faso a connu de 2015 à 2016, plus d'une vingtaine d'attaques ou agressions de nature terroriste menées contre les forces de défense et de sécurité ou contre des civils et qui se sont soldées par plus de 70 pertes en vie humaines. Le point de départ de cette barbarie sauvage est le 4 avril 2015 avec l'attaque contre une patrouille de Gendarmerie et l'enlèvement

d'un roumain à Tambao. Les origines de cette situation nouvelle sont entre autres :

- Le contexte sécuritaire régional avec les conflits armés et les crises sociopolitiques en Lybie et au Mali depuis 2012, qui ont fragilisé ces Etats et créer les conditions favorables à l'expansion de groupes terroristes dans le Sahel.
- Le retour de burkinabé des terres de djihad notamment au Nord du Mali avec un appel à s'en prendre aux occidentaux, à leurs intérêts et aux dits « croisés » ;
- La radicalisation et l'endoctrinement de certaines franges de la population exposées à la pauvreté, la précarité, l'ignorance et l'analphabétisme ;

- L'illusion de revendications d'espaces identitaires tels le MACINA et DJELGODJI ou d'autodétermination de certains groupes ethnico-religieux;
- Le lourd héritage de l'ancien régime qui avait pactisé avec certains groupes à travers des compromissions ou des compromis pour être à l'abri (trafics illégaux, traitement des rançons des prises d'otages, bases arrières pour certains groupes armés, etc...) ;
- L'absence de l'Etat au Mali le long de la bande frontalière avec le Burkina Faso qui ne facilite pas la traque des groupes qui agissent de part et d'autre de la frontière commune.

II/ LES GROUPES

La suite à la page 15



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14.



La presse.

TERRORISTES EN PRESENCE

Les groupes qui sont à nos portes et harcellent fréquemment les positions des FDS et commettent des actes terroristes (enlèvements, assassinats, violences) sont essentiellement :

AQMI (Al Qaida au Maghreb Islamique) :

A L M O U R A B I T O U N

ANSAR EDDINE

Le FRONT DE LIBERATION DU MACINA (FLM)

L'ETAT ISLAMIQUE AU GRAND SAHARA (EIGS)

ANSAROUL ISLAM de Malam Boureima Dicko

En plus des groupes armés terroristes qui constituent une menace directe pour le Burkina et la sous-région, des groupes armés bandits ou certains groupes

signataires des accords de Paix avec le gouvernement malien écumant la zone et constituent des préoccupations sécuritaires.

III/ MODES D'ACTIONS DES GROUPES

- Harcèlement des positions des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ;
- instauration de la psychose pour empêcher la collaboration des populations locales ;
- Assassinats ciblés (Imams, personnes ressources; élus locaux)
- Enlèvements d'occidentaux suivis de demande de rançon;
- Attentats dans les lieux de grande fréquentation ;
- Attaques d'envergure, embuscade et coup de main ;
- Utilisation des engins explosifs improvisés.

IV/ BUT RECHERCHE PAR LES GROUPES TERRORISTES

- Créer une zone de non droit favorable aux trafics illicites ;
- Avoir plus de visibilité auprès de l'état islamique (EI) ou AQMI pour bénéficier du soutien logistique et des moyens financiers de ces derniers ;
- Acquérir de l'armement et moyens roulants pour renforcer leur logistique ;
- Instaurer la Charia dans les limites de leur Katibat ou futurs Kalifa.

V/ACTIONS ENGAGEES FACE A LA MENACE TERRORISTE

- 1/Au moins sept (07) opérations ont été menées par les FDS (Armée, Police, Gendarmerie) et d'autres sont toujours en cours:
- Opération SENO à l'Ouest et au Nord-Ouest(en partenariat avec les FDS du Mali) ;
 - Opération TAPOA à l'Est ;
 - Opération SEGUERE au Nord ;
 - Opérations conjointes Burkina et Togo au Centre EST
 - Déploiement GFAT au

La suite à la page 16.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15.

Nord et Nord-Est du pays
- Opérations spéciales
ville de Ouagadougou
- Opérations spéciales zones
d'insécurité (Hauts Bassins,
Cascades, Sud-Ouest),
A la date d'aujourd'hui plus de
70 suspects impliqués dans les
attaques terroristes et la menace
djihadiste ont été interpellés et les
procédures de justice sont en cours.
2/ Des actions de renforcement
des capacités des forces
opérationnelles sont en cours :
-La composante Renseignement
est en pleine montée en puissance;
-Les Forces Spéciales
d'Interventions sont
en renforcement de
capacité et d'effectifs ;
-la coopération avec les pays
amis et de la sous-région
est en pleine expansion (UE,
France, USA, Niger, mali, RCI ...)
-la Police de Proximité avec
comités locaux de sécurité est
en réorganisation pour prendre

en compte la problématique
des groupes d'auto défense;
-le renforcement de l'arsenal
juridique en matière de répression
contre les faits de terrorisme ;
- la création de pôles judiciaires
spécialisés dans la répression
des actes terroristes et la
répression des infractions
économiques et financières et
de la criminalité organisée ;
- la création du conseil national
de gestion de la crise terroriste
(CNGCT) avec la mise en place
du Centre unifié de Gestion
de Crise terroriste (CUDGC).

C O N C L U S I O N

Aujourd'hui, l'inquiétude et
le sentiment d'insécurité des
populations se justifient au
regard de la prolifération
des attaques terroristes.
Nous avons pleine conscience que
l'efficacité des Forces sur le terrain

nécessite une réponse urgente
en ressources (Effectifs, Moyens,
Armes, véhicules, carburant).
C'est pourquoi nous nous
évertuons à résoudre avec diligence
ces questions essentielles.
De même il est important que
malgré quelques défaillances, la
collaboration des populations
avec les forces de défense
et de sécurité se renforcent
pour booster le combat contre
cette menace terrorisme.
Certaines problématiques
comme celles des sites de
réfugiés à proximité avec les
frontières, celle du droit de
poursuite au-delà des frontières
restent un souci important
dont les réflexions en cours
pour le règlement permettront
de mieux juguler le fléau.

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05

Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici

Impactez comme jamais avant...

Espace spécialement réservé pour vous.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conseil des ministres de ce 23 mars 2017: le gouvernement se penche sur le circuit de commercialisation de l'or

Région du Centre

De retour de Berlin où il était en visite officielle, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a présidé le Conseil des ministres de ce 23 mars 2017. Au sortir de cet hebdomadaire rendez-vous, le ministre de la Communication et des relations avec le parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou a fait le point des grandes décisions aux hommes de medias.



Pour le compte du Premier ministre, le Conseil a adopté un décret portant création, attribution et composition de l'unité de coordination de la formulation du second compact Burkina Faso. Selon le porte-parole du gouvernement, cette unité devra conduire le processus d'élaboration du compact conformément aux priorités du PNDES.

A l'issu du dernier remaniement ministériel, le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure ainsi que le ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières ont été, chacun, scindés en deux départements. Pour ce faire, le Conseil a, au cours de ce conseil, adopté un décret portant organisation des nouvelles entités ministérielles.

Et pour prendre en compte ces nouveaux départements dont la création engendre de nouvelles

Le ministre en charge de la Communication a indiqué que certaines dépenses communautaires ministérielles ont été annulées pour prendre en compte les questions sécuritaires mais aussi régulariser bien de dépenses non prises en comptes dans le budget telles que celles relatives à la CAN 2017.

repartitions budgétaires, le Conseil a adopté le projet de loi de finances rectificative. Toutefois, Rémis Dandjinou a précisé que le budget ne connaît aucune modification, aussi bien en dépenses qu'en recettes.

Néanmoins, le ministre en charge de la Communication a indiqué que certaines dépenses communautaires ministérielles ont été annulées pour prendre en compte les questions sécuritaires mais aussi régulariser bien de dépenses non prises en comptes dans le budget telles que celles relatives à la CAN 2017.

Quant au département en charge des Mines, le Conseil a approuvé un

projet de loi relatif à l'organisation de la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses au Burkina Faso. A en croire Rémis Dandjinou, ce projet de loi est attendu aussi bien par les acteurs du domaine que par les députés qui l'ont manifesté à travers l'enquête parlementaire sur les mines. Du reste, cette loi, de l'avis du porte-parole du gouvernement, va contribuer à assainir le circuit de commercialisation de l'or au Burkina Faso

DCPM/MCRP



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Message de Monsieur le ministre des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière à l'occasion de la célébration de la journée météorologique mondiale 2017

Région du Centre



La commémoration de la journée météorologique mondiale 2017, est l'occasion de rendre ce message encore plus actuel pour contribuer à relever les défis du XXI^e siècle.

Le 23 mars de chaque année, le Burkina Faso, à l'instar des 191 pays membres de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), célèbre la Journée Météorologique Mondiale, commémorant ainsi l'entrée en vigueur le 23 mars 1950, de la Convention qui l'a instituée.

Cette traditionnelle célébration annuelle a pour objectif principal, de mieux faire connaître les activités des services météorologiques et hydrologiques au niveau national, pour leur valorisation.

En rappel, les services météorologiques et hydrologiques nationaux sont des services publics dont la mission est de règlementer, planifier et contrôler toutes les activités météorologiques et hydrologiques au niveau national. Ils offrent des services permettant de sauver les personnes et les biens, mais aussi de permettre aux planificateurs et aux autorités, de prendre des décisions avisées pour booster le développement.

Cette année, la célébration de la Journée Météorologique Mondiale est placée sous le thème

: **COMPRENDRE LES NUAGES**. Ce thème souligne l'importance cruciale du rôle des nuages dans l'équilibre énergétique, le climat et les conditions météorologiques de notre planète. Ils contribuent au cycle de l'eau et au système climatique dans son ensemble.

Cependant, au cœur des observations et des prévisions météorologiques, les nuages représentent l'une des grandes inconnues des études sur le changement climatique. Il est donc capital de les comprendre pour prévoir les conditions météorologiques, modéliser les effets du changement

La suite à la page 19



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

climatique à venir et évaluer les ressources d'eau disponibles.

Sur une note plus solennelle, la Journée Météorologique Mondiale 2017 sera l'occasion de célébrer la beauté intrinsèque et l'esthétique captivante des nuages qui, au fil des siècles, ont inspiré des peintres, des poètes, des musiciens, des photographes et des myriades d'amateurs.

Cette année, la Journée Météorologique Mondiale sera marquée par le lancement d'une nouvelle édition de l'Atlas international des nuages en version numérique, qui aboutira à la révision la plus complète et la plus ambitieuse de cette prestigieuse publication.

Le thème de cette année nous interpelle donc sur l'état actuel de notre climat en plein changement et invite la communauté internationale à se donner les moyens pour s'attaquer avec plus de volonté et d'engagement politique, au changement climatique qui est une réelle menace pour notre planète.

En effet, l'accumulation dans l'atmosphère de quantités toujours plus importantes de gaz à effets de serre d'origine anthropique, est la cause du changement climatique qui est une réalité connue de tous. Les secteurs sensibles aux conditions climatiques tels que l'agriculture et la sécurité alimentaire, les ressources en eau, la gestion des catastrophes, la santé, l'énergie, les infrastructures et l'environnement sont tributaires des effets du changement climatique.

Aussi, aujourd'hui plus que jamais, on s'aperçoit que toutes les activités humaines sont soumises à l'influence du temps, du climat et de l'eau et un nombre croissant de ces activités dispose d'une marge de manœuvre de plus en plus réduite pour faire face aux risques.

Certaines études ont démontré que le nombre des catastrophes naturelles liées au climat a été multiplié par trois au cours de ces trente dernières années.

Grâce aux alertes précoces diffusées par les services météorologiques et hydrologiques nationaux au fil des ans, les pertes en vies humaines ont accusé un net recul. Pendant ce temps, les pertes économiques ont connu une hausse du fait de la recrudescence des phénomènes météorologiques extrêmes.

Tout programme d'action établi à l'échelle nationale ou internationale en vue de faire face aux défis du XXI^e siècle, concernant notamment le développement durable, se doit d'accorder une place prépondérante au temps, au climat et à la réduction des risques de catastrophe. La commémoration de la journée météorologique mondiale 2017, est l'occasion de rendre ce message encore plus actuel pour contribuer à relever les défis du XXI^e siècle.

Concernant spécifiquement notre pays en matière du développement du service météorologique national, les efforts combinés de la Communauté internationale à travers l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), la Banque Mondiale et les divers partenaires au développement et l'Etat Burkinabè ont permis

d'atteindre les résultats ci-après :

- acquisition et installation de cent cinquante (150) stations météorologiques automatiques, faisant de notre réseau météorologique national le plus moderne de la sous région ;

- choix du Burkina Faso par l'OMM en raison de la qualité de son service météorologique national comme pays pilote dans la mise en œuvre des activités du Cadre Mondial pour les Services Climatologiques (CMSC), dont l'objectif principal est de renforcer les capacités des services météorologiques et hydrologiques nationaux afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans l'élaboration de produits et de services à valeur ajoutée à la hauteur des attentes des secteurs prioritaires du pays (l'agriculture et la sécurité alimentaire, les ressources en eau, la gestion des catastrophes, la santé et l'énergie) ;

- réforme responsable opérée par l'Etat sur le choix de l'encrage institutionnel qui a été consacrée par le décret N°2016-1157/PRES/PM/MTMUSR/MINEFID du 22 décembre 2016, érigeant la Direction Générale de la Météorologie (DGM) en Agence Nationale de la Météorologie afin de lui permettre de mieux jouer son rôle ;

- soumission de trois projets de développement et de renforcement des capacités au financement du Fonds Vert pour le Climat ;

- financement sur budget de l'Etat d'un montant de quatre cent millions (400.000.000) de francs CFA, pour la construction d'un centre

La suite à la page 20



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 19

national de veille et de prévisions météorologiques dont les travaux sont prévus pour débuter en 2017.

- financement sur fonds USAID d'un montant de cent (100.000.000) de francs CFA, pour l'acquisition d'équipements techniques entrant dans l'amélioration des prévisions météorologiques en soutien aux efforts de l'Etat dans la construction du Centre National de veille et de prévisions météorologiques.

Au titre des structures partenaires de l'ANAM pour la bonne

collaboration, je remercie et salue, la disponibilité de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), la Délégation aux Activités Aéronautiques Nationales (DAAN), l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC), la Régie Administrative Chargée de la Gestion de l'Assistance en Escale (RACGAE), les différents syndicats et associations professionnelles des météorologistes de la plateforme aéroportuaire.

- Vive la Journée météorologique mondiale !

- Vive la synergie d'action internationale pour la réduction des gaz à effets de serre !

- Vive la solidarité internationale pour un mieux être sur terre !

Souleymane SOULAMA
Officier de l'Ordre National

Audience au MATD : La Banque Mondiale veut renforcer ses projets sur la décentralisation

Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Siméon Sawadogo, a reçu en audience le jeudi 23 mars 2017, le chef de département gouvernance de la Banque Mondiale pour la région Afrique, Madame Chiara Bronchi.

A sa sortie d'audience, madame Bronchi dit être venue échanger avec le Ministre sur l'évolution des projets que soutient la Banque Mondiale dans le domaine de la décentralisation. « Nous sommes venus pour rencontrer le Ministre pour discuter de l'évolution des projets financés par la Banque Mondiale au soutien de la décentralisation. Nous avons apprécié les progrès réalisés et nous félicitons le gouvernement pour cela. Pour le moment ces projets couvrent une partie du territoire, et justement on était en train de réfléchir pour voir dans quelle mesure appuyer tout le reste du pays dans ce sens » », a-t-elle déclaré.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATD





ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Mission de supervision neer-tamba La mise en œuvre du projet jugée satisfaisante

Région du Centre



« La manière dont est conduite les opérations est très bonne. Il y a une très bonne participation et une bonne appropriation du projet par les populations », a estimé Mohamed Milourhmane, chef technique de la mission de supervision.

Une mission de supervision du projet Neer-Tamba (gouvernement -Fonds international de développement agricole (FIDA)) a séjourné dans les régions de l'Est puis du Centre-Nord, du 15 au 18 mars dernier.

« La convention entre le gouvernement et le FIDA prévoit que chaque année des missions soient menées pour s'assurer que le projet est sur la bonne lancée ou, le cas échéant, faire des recommandations fin de recadrer les activités. C'est l'objet de cette sortie de supervision pour voir les réalisations, échanger avec les bénéficiaires et voir dans quelles mesures les faiblesses peuvent

être corrigées afin d'atteindre les résultats escomptés d'ici à 2022 », a expliqué Koudrègma Zongo, coordonnateur du projet Neer-Tamba. Visite des réalisations du projet, échanges avec les bénéficiaires et les acteurs du développement rural ont donc ponctué la mission. « La manière dont est conduite les opérations est très bonne. Il y a une très bonne participation et une bonne appropriation du projet par les populations », a estimé Mohamed Milourhmane, chef technique de la mission de supervision. Un avis partagé par Blaise Toubré, point focal du projet Neer-Tamba au Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH). Dans le même ordre

d'idées, Samir Bejaoui, chargé de programme du FIDA, Division Afrique de l'Ouest et du Centre, a salué l'implication des bénéficiaires dans la conduite du projet. Le projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de développement Rural au Centre-nord, Nord et Est (NEER-TAMBA) est un projet conçu par le FIDA et le Gouvernement du Burkina Faso. Financé à hauteur de 56 649 100 000 FCFA, Neer-Tamba a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et des revenus des populations rurales les plus défavorisées.



Turkish air lines awards 2017 : La compagnie décerne des trophées aux meilleures agences de voyages

Région du Centre



Une soirée que la Direction Générale de la compagnie a organisée pour gratifier et honorer ses agences de voyages qui sont distinguées dans la promotion des services aériens de TURKISH AIR LINE.

Le Ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière a présidé le mardi 21 mars 2017, la première édition de TURKISH AIR LINES AWARDS. Pour la première fois la compagnie aérienne Turque distinguée pour la sixième fois consécutive meilleure compagnie européenne a décidé de récompenser les meilleures agences de voyages opérant au Burkina Faso.



C'est l'agence de voyage SATGURU qui s'est adjugé le trophée de la meilleure performance des ventes.

Une soirée que la Direction Générale

La suite à la page 23



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22



Photo de famille.

de la compagnie a organisée pour gratifier et honorer ses agences de voyages qui sont distinguées dans la promotion des services aériens de TURKISH AIR LINE. La cérémonie des « AWARDS 2017 » a décerné des trophées et des certificats de reconnaissances à plus d'une dizaine d'agences de voyage. C'est l'agence de voyage SATGURU qui s'est adjugé le trophée de la meilleure performance des ventes. Le

trophée a été remis par le ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière, Souleymane Soulama. Il s'est réjoui du fait que la compagnie Turkish Airlines récompense et reconnaisse le mérite de ses meilleures agences de voyages. Le gouvernement burkinabè reste attentif aux activités de cette compagnie et souhaite comme promis que Turkish Airlines élargisse ses vols au Burkina

en initiant un vol cargo. Autres attentes, que Turkish Airlines renforce toujours les opportunités offertes aux Burkinabè de voyager vers plus de destinations en Europe, au Moyen Orient, en Asie et aussi aux Etats-Unis.

Avis de constitution

publiez vos annonces légales sur **Sciences Campus Info**

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- 1 Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- 2 Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- 3 Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- 4 Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- 5 Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- 6 Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Guédroogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +226642000267 / +226 72080303 / +22661080303 / +226 72070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Coordonnateur du financement du programme**

La description

Type de contrat: Contrat à durée déterminée (1 an avec possibilité de prolongation en fonction de la disponibilité des fonds, des performances satisfaisantes et de la nécessité de maintenir le poste).

Rapports à: Directeur Pays de travail avec:

- Les équipes de programme de pays et de l'unité de financement du programme
- personnel coordonnateurs de programmes régionaux et opérations
- Autres guerre collègues enfants, y compris la guerre Child Holland
- Les principaux donateurs et d'autres agences internationales

Lieu: Erbil, Irak Voyage de temps en temps au champ Emplacements

But du poste

Le coordonnateur du financement du programme travaillera avec les équipes des bureaux de pays pour assurer la programmation et le financement pertinents des programmes de pays, assurer la conformité avec le cadre de qualité de WCUK et aider WCUK à adopter de nouvelles façons de réaliser notre ambition. L'objectif principal est d'aider

les équipes des bureaux de pays à procéder à des évaluations des besoins, à élaborer des concepts de projet avec des partenaires / bénéficiaires et à soumettre des propositions institutionnelles, et 20% à établir des relations avec des donateurs humanitaires établis et en Irak.

Le coordonnateur du financement du programme fournira sur le terrain un appui aux équipes de bureau de pays pour concevoir des projets de haute qualité et des propositions fondées sur des données probantes conformes aux directives des donateurs, en matière de protection des enfants, d'éducation et de moyens de subsistance. Un accent particulier sera mis sur les projets relatifs à la protection de l'enfance, à l'éducation et aux moyens de subsistance, ainsi qu'à de nouvelles possibilités de consortiums plus vastes et / ou à plus long terme. Ce poste contribuera à l'obtention de nouveaux partenariats stratégiques avec les OING et appuiera l'équipe des Programmes à Londres et les équipes de pays à accéder aux nouveaux donateurs humanitaires. Le rôle de mentorat du personnel de bureau de pays dans l'élaboration de programmes, la rédaction de propositions et le financement de programmes est un élément essentiel du rôle qui joue un rôle dans la réalisation des nouveaux objectifs de la WCUK adoptés dans la stratégie quinquennale.

Ville / Ville **Erbil, Irak**

Expérience / Qualifications

Diplôme universitaire en disciplines relevant des domaines suivants: éducation, éducation en situations d'urgence, sciences sociales ou domaine (s) pertinent (s) pour l'aide internationale au développement.

- Expérience significative de la rédaction de propositions avec un pourcentage élevé d'approbation / des bourses accordées dans des contextes similaires à ceux de l'Irak ou du Moyen-Orient.

• Expérience démonstrative de l'évaluation des besoins de bureau, de l'examen documentaire, de la recherche et de l'analyse

- Aptitude à synthétiser l'information de manière claire et succincte

- Capacité à Travailler dans des délais serrés et des délais courts

- Excellente maîtrise de l'anglais parlé et écrit.

- Une connaissance de base de la langue arabe / kurde sera une valeur ajoutée.

- Si les exigences minimales ne sont pas pleinement remplies, les ressources humaines peuvent remplacer une partie des exigences non satisfaites par une combinaison de qualifications académiques pertinentes, d'une formation

La suite à la page 26



La suite de la page 25

professionnelle supplémentaire et/ou d'une expérience de travail pertinente et progressive. Note: L'expérience de travail seule ou les qualifications formelles sans expérience de travail pertinente ne sont pas considérées comme suffisantes pour une détermination d'équivalence.

Langues parlées

Anglais: courant

Langues arabes et / ou kurdes: souhaitable

Compétences

- Excellentes aptitudes en communication et relations interpersonnelles, en particulier compétences de mentorat avec une équipe diversifiée;
- Expérience en matière de conception de projet et de budget
- Compétences et expérience en matière de suivi et d'évaluation;
- Compétences informatiques dans MS Office (Word, Excel, Access, Outlook);
- Excellente aptitude à la planification et à l'organisation.
- Capacité de collaborer et de former des partenariats efficaces avec les intervenants internes et externes.

- Capacité à représenter l'organisation dans les groupes et divers forums
- Jugement éprouvé, aptitudes à la prise de décision et de résolution de problèmes avec un pouvoir-, des résultats approche se rendre au travail.

- Flexibilité pour changer et créer pour l'amélioration continue et contribuer à une culture de l'innovation avec l'impact de connaissance.

- Recevoir positivement des commentaires sur l'amélioration du rendement ou sur les apports pour améliorer la conception du programme.

Positions

Coordination, gestion de projet, orientation, gestion

Domaines d'activités A u t r e

Pays Asie, Kurdistan

Contrats

Poste à terme fixe

Durée de contrat

Contrat à durée déterminée (1 an avec possibilité de prolongation en fonction de la disponibilité des fonds, performance satisfaisante et besoin continu de poste).

Salaire / Allocation

Grade 4 (£ 38,036 à £ 41,659 par an), négociable, en fonction de l'expérience pertinente. De plus, l'allocation dans le pays de 40 USD (Per Diem / allocation de subsistance quotidienne) dans le pays de poste.

Documents à l'appui

Le formulaire de demande de War Child et le formulaire dûment rempli doivent parvenir à War Child à recruitment@warchild.org.uk à la mi-nuit au Royaume-Uni le 10 avril 2017.

- Les demandes seront évaluées de façon continue en raison de l'urgence poster. En raison de ressources limitées, War Child HR contactera uniquement les candidats présélectionnés.

Adresse électronique de la personne-ressource

R e c r u t e m e n t @ w a r c h i l d . o r g . u k

Lien d'application en ligne

H t t p s : // www.warchild.org.uk/who-we-are/jobs/programme-funding-coordinator

Date d'expiration de la publicité

10/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Responsable Support / ACF USA / Haiti – Port de Paix

Description

Le responsable support va assurer la gestion financière, administrative et logistique de la base de ACF a Port de Paix. le poste est à partir de fin Mai avec une période de passation pour une prise de poste au 01/06. C'est un poste de 1 ans.

Le responsable support gère une équipe d'une vingtaine de personne avec 4 en direct.

Il doit assurer le bon pilotage des activités des départements financiers, RH et logistique afin que les programmes puissent fonctionner.

Il est en charge de s'assurer du bon fonctionnement de la chaine de froid, la chaine d'approvisionnement et garantir de manière générale la performance des moyens généraux sur la base.

Le responsable support prend part à la bonne gestion de la sécurité et du respect des règles sécuritaires sur la base.

Il est responsable de la trésorerie et comptabilité de la base ainsi que du suivi du développement du personnel.

Ville Port de Paix

Expériences / Formation du candidat

Formation souhaitée: Formation en logistique de type Master/ Bioforce ou en administration (Bioforce ou 3A) avec une expérience significative dans le domaine de la logistique. Une bonne connaissance en finance / comptabilité et une expérience en Ressources Humaines sont également nécessaires.

Type d'expérience demandée : 1/ 2 ans d'expérience avec ACF

Langues exigées et niveau : Français courant (créole Haïtien un plus)

Compétences et connaissances métiers prioritaires

Connaissances et expériences en logistique programme WASH et sécurité alimentaire

Connaissances et expériences en gestion financière et comptable ACF (outils et procédures)

Savoir analyser une situation RH et ses enjeux / impacts

Connaissances et expériences en gestion de la sécurité humanitaire

Savoir faire preuve de pédagogie dans son travail et avec son équipe

Savoir organiser et gérer des priorités

Savoir communiquer efficacement à l'oral

Savoir argumenter et convaincre

Savoir manager une équipe

Compétences et connaissances transversales prioritaires

Langues parlées

F r a n c a i s

Fonctions **A u t r e**

Activités

Agriculture, Environnement

Pays

Amérique latine, Haïti

Contrat **C D D**

Durée du contrat

12 **mois**

Postuler en ligne

<https://action-against-hunger.workable.co>

Date de fin de validité **17/04/2017**



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Deputy Area
Coordinator South Soudan

Description

P o s i t i o n

C o o r d i n a t e u r
adjoint du Secteur

Date de début
dès que possible

L o c a t i o n

M a b a n

Type de contrat

Contrat à durée déterminée

Durée du contrat
12 Mois

Niveau de risque de sécurité

Très risqué (4/4)

À propos d'ACTED

Depuis 1993, en tant
qu'organisation non
g o u v e r n e m e n t a l e
internationale, ACTED s'est
engagée à fournir un secours
humanitaire immédiat pour
venir en aide à ceux qui en ont le
plus besoin et protéger la dignité
des personnes tout en créant
des opportunités à long terme
pour une croissance durable
et le potentiel humain. ACTED
s'efforce de répondre aux crises
humanitaires et de renforcer
la résilience; Promouvoir une
croissance inclusive et durable;
Co-construire une gouvernance
efficace et soutenir la
construction de la société

civile dans le monde entier en investissant dans les personnes et leur potentiel. Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et de soutenir les gens dans la satisfaction de leurs besoins dans des zones difficiles à atteindre. Avec une équipe de 4.300 collaborateurs nationaux, 300 collaborateurs internationaux, ACTED est active dans 35 pays et réalise plus de 450 projets par an, avec plus de 11 millions de bénéficiaires. Plus sur www.acted.org

Profil du pays

Nombre de projets

2 5

Nombre de zones

5

Nombre d'agents

nationaux 317

Budget annuel (EUR)

20,78M €

Nombre de bureaux

6

Nombre de membres du personnel international

4 9

Contexte du poste et principaux défis

ACTED est présent au Soudan du Sud depuis 2007 et opère actuellement dans les États occidentaux de Bahr-el-Ghazal, de Warrap, de Jonglei, du Haut-Nil, des lacs et de l'Equateur

central. ACTED se concentre sur les travaux d'urgence et de secours autour de l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène; Infrastructure de base; La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance; Et la gestion intégrée des camps. Toutes ces interventions continuent de fournir une assistance de base et de sauvetage aux populations vulnérables, en particulier aux déplacés internes, aux réfugiés et aux communautés d'accueil.

Depuis le conflit sud-soudanais qui a éclaté en décembre 2013, ACTED contribue à la prestation de services humanitaires à 1,7 million de personnes déplacées, 270 767 réfugiés et 5,1 millions de personnes dans le besoin. ACTED continue de fournir des services de gestion de camps dans deux sites de protection des civils (POC), un établissement informel et deux camps de réfugiés, tout en contribuant à la coordination du camp en tant que co-chef du groupe de coordination des campements et de gestion des camps. ACTED soutient les communautés dans l'amélioration de leurs moyens de subsistance grâce à la promotion d'activités génératrices de revenus, de groupes d'épargne communautaire et d'écoles de pastorale agropastorales dans le Grand Bahr al-Ghazal, le Haut-Nil supérieur et les Lacs.

Améliorer la prestation efficace des services dans les sites de déplacement

La suite à la page 29



JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

À titre de gestionnaire du camp, ACTED coordonne la prestation des services aux personnes déplacées et des réfugiés dans Maban, Awerial, Bor et comtés de Juba bénéficiant d'un total de plus de 140 000 réfugiés et 110.000 personnes déplacées. Dans le cadre des interventions de gestion de camp, l'équipe d'ACTED au Sud-Soudan adopte une approche multisectorielle pour établir et renforcer les structures de gouvernance interne, assurer l'accès à l'eau et aux installations d'hygiène, faciliter la paix entre les communautés d'accueil et déplacées et accroître la protection des personnes besoins spéciaux. Une grande importance a été accordée à l'établissement d'un système de responsabilisation et de rétroaction sur les différents sites de déplacement afin d'améliorer la prestation des services.

Assurer l'accès à l'eau potable et à un environnement sanitaire et hygiénique

En 2015, ACTED a donné la priorité à la fourniture de services d'eau et d'assainissement aux populations à risque d'écllosion de maladies ainsi qu'aux populations déplacées ayant un accès limité à l'eau et aux installations sanitaires. ACTED a élargi la fourniture de services d'eau et d'assainissement à la population réfugiée de Doro, Kaya et Gendrassa et amélioré les pratiques d'assainissement dans les zones rurales comme le comté d'Akobo.

Améliorer la sécurité alimentaire et assurer l'accès aux moyens de subsistance Les interventions d'ACTED visent d'abord à répondre aux besoins désastreux de sécurité alimentaire des populations déplacées grâce à des distributions alimentaires d'urgence dans les camps de déplacés internes et de réfugiés tout en améliorant la résilience des personnes vulnérables à travers les semences et les outils Les distributions et l'offre de nourriture pour la construction d'actifs communautaires. Grâce à cette approche, ACTED vise à la fois à lutter contre l'insécurité alimentaire chez les populations déplacées tout en renforçant la résilience de la population dans la transition vers le rétablissement précoce, atteignant ainsi plus de 150 000 bénéficiaires.

La transition vers le relèvement rapide

que le pays se remet lentement du fait des ravages des décennies de conflits, la programmation de plus en plus l'accent sur ACTED renforcement de la résilience et l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et déplacées du pays. Pour aller de l'avant, l'équipe de camp d'ACTED envisage de concevoir et d'exécuter des plans globaux pour le retour ou l'intégration des populations déplacées. Deuxièmement, ACTED vise à améliorer le niveau de vie et à assurer les moyens de subsistance de la population sud-soudanaise, en augmentant l'accès aux activités

génératrices de revenus et aux revenus durables, en s'attaquant aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.

Rôles et responsabilités clés

1. Positionnement
 - 1.1. Analyse de contexte:
 - 1.2. Mise en œuvre de la stratégie
 - 1.3. Mise en réseau, positionnement et représentation générale:
 - 1.4. Élaboration des propositions
 - 1.5. Plaidoyer
 2. Gestion et coordination interne
 - 2.1. Gestion du personnel
 - 2.2. Coordination interne
 3. Suivi de la mise en œuvre du projet
 - 3.1. Suivi de la mise en œuvre du projet
 - 3.2. Contrôle de la qualité du projet
 - 3.3. Gestion des partenaires
 4. Gestion des FLATS
 - 4.1. Gestion financière
 - 4.2. Gestion logistique et informatique
 - 4.3. Administration et gestion des ressources humaines
 - 4.4. Transparence / Gestion de la conformité
 - 4.5. Gestion de la sécurité
- Ville M a b a n
Expériences / Formation du

La suite à la page 30



JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

candidat

L'enseignement universitaire dans un domaine pertinent comme le développement international, les opérations d'urgence, la programmation humanitaire, le diplôme technique en gestion de camp, etc.

Une vaste expérience de gestion de projet (gestion, planification, développement du personnel et des compétences de formation) en cas d'urgence et / ou programmes de développement des

compétences en gestion de base préférée

au moins quatre ans d'expérience de travail pertinente, de préférence, y compris des camps

capacités Proven en besoin de leadership et de gestion

Capacité à travailler et Ponctuellement sous pression

Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

Fortes aptitudes à la négociation et aux

relations interpersonnelles et flexibilité en termes culturels et organisationnels

Capacité de travailler correctement et ponctuellement sous pression

Connaissance de la langue locale et / ou de l'expérience régionale un atout

Langues parlées

A n g l a i s

Fonctions

**C o o r d i n a t i o n ,
Gestion de projet**

Activités S o c i a l

Pays

Afrique, Soudan du Sud

Contrat C D D

Durée du contrat

12 mois renouvelable

Salaire / Indemnité

Salaire défini par la grille salariale ACTED; le niveau d'instruction, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des primes de rémunération

allocation mensuelle supplémentaire

Logement et nourriture en guest house / ou allocation de logement de l'organisation (selon la durée du contrat et du pays) Les

frais de transport couverts, y compris le retour supplémentaire + Allocation de bagages Assurance

médicale, vie, rapatriement + forfait retraite

Documents à envoyer

Veillez envoyer votre candidature, y compris la lettre d'accompagnement, le CV et les références à jobs@acted.org sous Ref: DAC / SSD

Date de fin de validité 22/04/2017



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Alfred Syé KAM
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique
+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

25/03/2017 AU 01/04/2017 Groupe III

Ave Maria	25	47	98	88	Naaba Koom	25	35	70	46
Balkuy	25	37	51	36	Nagrin	25	46	90	48
Baraka	25	33	02	72	Nazani	25	36	65	10
Belle ville	25	40	84	14	Ninrwa	25	41	80	38
Cathédrale	25	31	28	07	Noom-Wendé	25	50	31	17
Charis	25	47	98	78	Pissy	25	43	13	35
Concorde	25	31	29	49	Sacré cœur	25	34	60	60
Coura	25	38	83	90	Saint Julien	25	38	06	10
Djimbina	25	35	77	65	Saint Lazare	25	36	86	48
Dunia	25	36	20	51	Saint Michel	25	45	48	08
Ecoles	25	31	52	32	Santé-validité	68	91	87	04
Fraternité	25	36	48	00	Savane	25	31	13	48
Galam	25	35	28	44	Taoko	25	36	69	27
Hosanna	25	41	26	48	Téranga	25	36	09	70
Jeunesse	25	34	35	04	Wend denda	25	31	09	64
Kamin	25	34	30	28	Yennega	25	37	03	37
Kilwin	25	50	84	62	Zone I	25	48	15	13/53
Sainte Trinité	25	41	26	46	Zoungrana	25	40	98	75
Mariama	25	30	05	76					
Naab Raga	25	30	06	27					

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO